

Je suis sûr que certains d'entre vous désirent particulièrement savoir si des demandes ou des propositions nous ont été adressées quant au rôle que le Canada pourrait jouer durant la période de transition. En réalité, à part quelques vagues suggestions ou commentaires généraux, rien de précis n'a encore été soumis à l'attention du gouvernement du Canada. On a mentionné à quelques reprises la possibilité de créer un fonds spécial. A ce propos, j'aimerais dire qu'en bonne partie la publicité qui a entouré ce fait a été quelque peu erronée. Il est nullement question que ce fonds, si jamais il voit le jour, serve à financer l'exode des Rhodésiens de race blanche. Il s'agirait plutôt d'un fonds de stabilisation destiné à éviter une détérioration du climat économique du pays et, partant, à encourager à la fois les Blancs et les Noirs à régler leurs différends et à continuer de vivre ensemble dans l'amitié. J'apporte cette précision car cette histoire a suscité beaucoup de malentendus.

En second lieu, on a laissé entendre que le Commonwealth pourrait fort bien être un des protagonistes dans cette affaire. Vous avez sans doute remarqué que, dans mes commentaires publics sur la question, je me suis contenté d'affirmer qu'en principe nous n'étions pas opposés à cette option, mais qu'il faudrait qu'on nous précise quelle serait la mission de la force du Commonwealth, civile ou militaire, dans une Rhodésie en période de transition. A l'instar de n'importe lequel de mes concitoyens, je ne voudrais certainement pas que nos Forces servent de tampon entre Blancs et Noirs ou qu'elles soient encore une fois investies du rôle de gardien de la paix entre deux peuples uniquement préoccupés de se sauter mutuellement à la gorge. Néanmoins, dans l'éventualité d'un rôle utile pour le Commonwealth, le Canada se propose d'envisager la question avec réalisme, mais jusqu'à présent nous n'avons pris aucun engagement sur l'un ou l'autre de ces points.

Mais je m'aperçois que j'entre dans des détails peut-être superflus et que je devrais me limiter sur des sujets d'égale ou de plus grande importance. Je dirai donc tout simplement que la situation de la Namibie nous préoccupe au même titre que celle de l'Afrique australe. Ce régime est illégal. Ainsi en ont conclu de nombreux organismes internationaux, et l'Afrique du Sud devra se plier à cette décision et agir en conséquence.

De même, le Canada, à l'instar en autant que je sache de tous les pays industrialisés, refuse de reconnaître le Transkei, premier d'une série de bantoustans créés par l'Afrique du Sud à titre de réponse valable et efficace à l'*apartheid*. Par conséquent, nous n'avons pas l'intention, et je ne crois pas que cela changera de sitôt, de reconnaître le Transkei en qualité de membre à part